

tous de jouir de la constitution anglaise et de pouvoir nous associer par les sentiments et par le cœur à la gloire du nom anglais. Je mets de côté pour le moment l'attachement à la mère-patrie, et j'affirme que la nécessité seule de notre conservation, pendant des siècles, ou au moins pendant plusieurs générations, empêchera que ces colonies ne se déclarent indépendantes de l'Angleterre, à moins donc que ce ne soit pour faire partie de la république voisine, et sur ce dernier point, je pense qu'il n'est ni de l'intérêt ni de la volonté d'aucun membre de cette chambre que cette annexion se réalise. (Écoutez ! écoutez !) Quelque soit le sort que la Providence nous réserve, c'est là une destinée que personne n'envie. Dans ses instincts et dans ses vœux, notre peuple est monarchiste et conservateur ; celui des États voisins est au contraire niveleur et démocrate. M. l'ORATEUR, bien que j'aie dit que je voulais traiter cette question du danger de voir la fédération nous rendre indépendants de l'Angleterre sans mettre en ligne de compte nos sentiments de loyauté, je n'en crois pas moins que cette union fera que notre attachement à la mère-patrie sera dix fois plus vif qu'il n'est aujourd'hui. Par elle sera créé chez nous le sentiment de la nationalité, et je crois que le premier devoir d'un homme d'État est de travailler à inculquer ce sentiment national qui stimule le peuple à prendre un vif intérêt au bien-être de son pays. Nous savons que les libertés constitutionnelles dont nous jouissons ici sont dues à notre union avec l'Angleterre, et que nous avons de grands intérêts matériels que nous pouvons transmettre à notre postérité. Dans une confédération, la condition des colonies sera tout à fait différente de celle où elles se trouvent aujourd'hui, isolées comme le sont les unes des autres, et se jaloussant aussi quelquefois. Avec un gouvernement stable et un pouvoir central assez puissant pour contrôler son immense territoire, nous serons en mesure d'établir un système efficace d'immigration. (Écoutez ! écoutez !) Avant peu, je l'espère, nous pourrions attirer à nous une immigration constante qui contribuera à perpétuer parmi nous les sentiments de loyauté et d'attachement à la couronne. Jusqu'ici nous n'avons pu établir ni faire fonctionner sur une grande échelle aucun système efficace d'immigration. Isolés comme nous le sommes, nous n'avons pu, comme nous le pourrions, offrir aux immigrants l'avantage d'un grand pays ayant un

nom et une nationalité à lui, — un pays dont eux et nous aurons lieu d'être fiers. (Écoutez ! écoutez !) Ils ne seront pas, comme nous l'avons été, incertains sur la durée de notre gouvernement constitutionnel et sur la durée des bienfaits en résultant. Je suis donc convaincu que l'institution d'un gouvernement stable et d'un système d'immigration fait pour attirer chez nous les immigrants d'Angleterre, d'Irlande et d'Ecosse, contribueront beaucoup à entretenir l'attachement que nous désirons conserver avec la mère-patrie. (Écoutez ! écoutez !) Nous n'aurons pas alors à offrir à l'immigrant le seul avantage de faire de l'argent, nous pourrions lui offrir une patrie, et avant peu le sentiment de la nationalité aura pris racine parmi nous. Ainsi donc, M. l'ORATEUR, quant au danger que l'union conduira à l'indépendance, je pense que ceux qui veulent perpétuer l'union ne doivent guère le craindre. L'on pourra dire que par notre position, qui fera que nos intérêts matériels et commerciaux seront fortement liés aux États-Unis, et la confiance que nous aurons en notre force comme grande nation, — nous courrons cet autre danger de former avec cette république une alliance plus étroite qu'aucun de nous ne le voudrait, et que c'est ainsi que l'union projetée sera le premier pas vers l'annexion ; mais, sur ce point encore, je pense que nos craintes ne sont point fondées. Je ne puis croire que nos intérêts nous conduiraient là. A l'heure qu'il est, au point de vue du commerce, s'entend, nous dépendons presque entièrement des États-Unis. Ne dépendons-nous pas d'eux pour un débouché vers l'océan durant les mois d'hiver ? S'ils jugeaient à propos de suspendre le système de transit (*bonding system*) ou de le rendre pratiquement inutile, ou exigeant la production de certificats de consul, s'ils abolissaient le traité de réciprocité, s'ils établissaient le système des passeports et le maintenaient dans toute la rigueur possible, c'est alors que bien plus qu'aujourd'hui nous sentirions jusqu'à quel point nous dépendons d'eux. Et peut-être, M. l'ORATEUR, vaudrait-il la peine que nous considérions si ce n'est pas là le motif réel qui leur dicte la politique qu'ils suivent actuellement ! (Écoutez ! écoutez !) Mais donnez-nous ce chemin de fer intercolonial, par lequel nous communiquerons avec Halifax et St. Jean en tout temps de l'année, et alors nous serons indépendants des États-Unis pour le commerce autant que nous le